

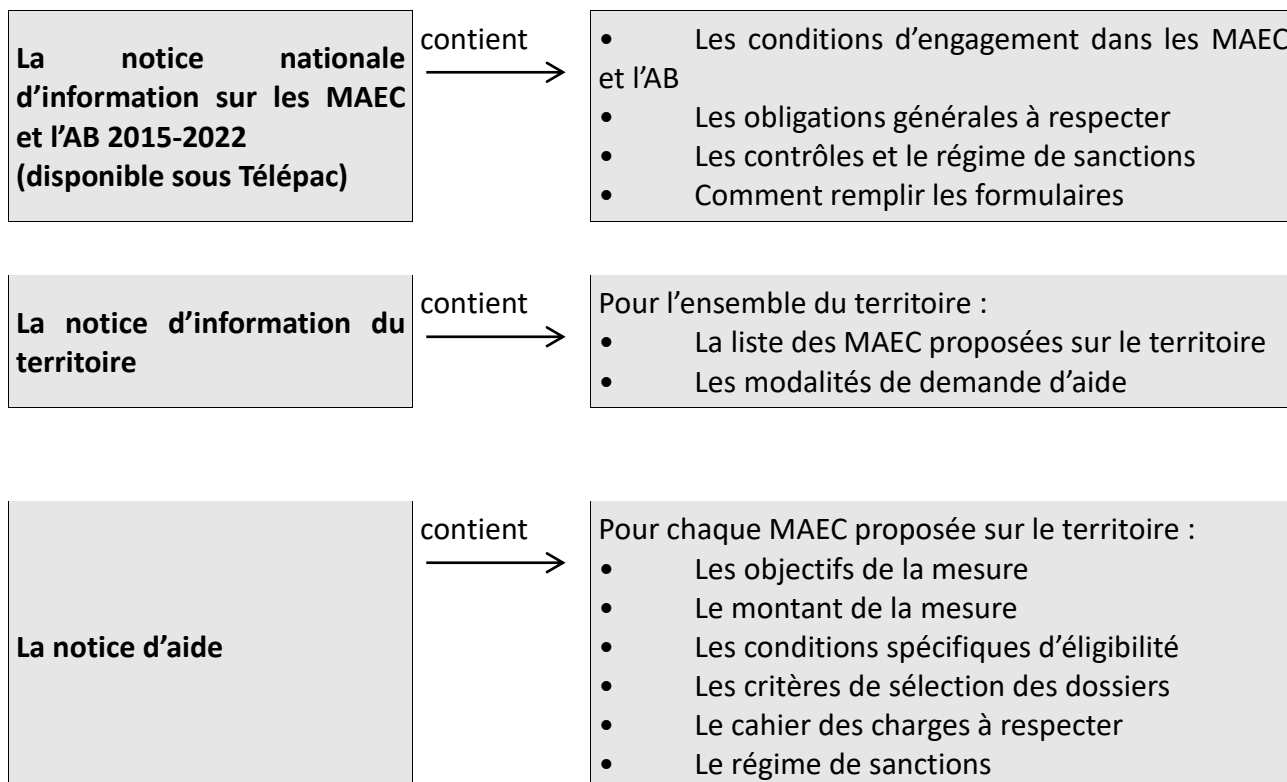
Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

**Notice d'information du territoire
Ancoeur et aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis**

Campagne 2022

Correspondant MAEC de la DDT : Laurence GUILLEMINEAU
téléphone : 01 60 56 73 03
courriel : laurence.guillemineau@seine-et-marne.gouv.fr

Cette notice présente l'ensemble des mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) proposées sur le territoire de l'Ancoeur et de l'aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis au titre de la campagne PAC 2022. Elle complète la notice nationale d'information sur les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) et les aides à l'agriculture biologique 2015-2022, disponible sous telepac.



Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous telepac.

Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.

Si vous souhaitez davantage de précisions contactez, votre DDT.

1. PERIMETRE DU TERRITOIRE DE L'ANCOEUR ET DE L'AIRE D'ALIMENTATION DES CAPTAGES GRENELLE DE NANGIS

Seuls les éléments situés sur ce territoire sont éligibles aux mesures localisées qui y sont proposées (Cf. § 3). En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont 50 % au moins de la SAU est située sur un ou plusieurs territoires en année 1, sont éligibles. Le cahier des charges de la mesure à respecter correspond à celle du territoire où l'exploitation a le plus de surfaces.

En ce qui concerne les mesures « localisées », pour qu'une parcelle ou un élément linéaire soit éligible à la MAEC, au moins 50 % de sa surface ou de sa longueur doit être incluse dans le territoire.

Le territoire de ce projet agro environnemental est délimité par la juxtaposition des limites communales des communes suivantes, en raison de leur localisation sur le bassin versant, et l'aire d'alimentation des captages (AAC) Grenelle de Nangis :

77098	CHATEAUBLEAU	77211	GRANDPUITS BAILLY-CARROIS	77428	ST-OUEN-EN-BRIE
77119	CLOS-FONTAINE	77089	LA-CHAPELLE-RABLAIS	77481	VANVILLE
77147	CROIX-EN-BRIE(LA)	77272	MAISON-ROUGE-EN-BRIE	77496	VIEUX-CHAMPAGNE
77190	FONTAINS	77327	NANGIS	77509	VILLENEUVE-LES-BORDES
77191	FONTENAILLES	77383	RAMPILLON		

Il couvre un territoire de plus de 13 800 ha de surface agricole utile (SAU) dont presque 8 000 ha pour les 5 communes de la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis. Cette SAU est cultivée par 159 exploitants agricoles qui disposent d'au moins 1 ha sur le territoire. Cependant, 76 agriculteurs représentent 80% de SAU totale. Ils sont 106 agriculteurs concernés par la zone prioritaire d'actions dont 48 détiennent 80% de la SAU.



2. RESUME DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Enjeu retenu :

Zone d'Action Prioritaire visée « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

La qualité de la ressource en eau du territoire, et en premier lieu celle des captages d'eau de Nangis, est intimement liée à la contamination des eaux de surfaces car le bassin versant est ponctué de zones d'infiltration en rivières et de gouffres. Accentué par les effets du drainage agricole sur la vitesse des transferts d'eau et des polluants, il y a une vulnérabilité importante non seulement pour ces captages mais également pour les captages en aval. L'enjeu territorial est prioritairement sanitaire. Cela justifie la mise en œuvre de mesures de réduction d'usage des phytosanitaires ambitieuses et durables, voire de mesures d'accompagnement vers des changements de systèmes de production moins impactants.

Compte-tenu de la quasi généralisation du drainage du bassin versant, on peut considérer que ce sont toutes les parcelles en amont des zones d'infiltration qui participent aux infiltrations rapides sur le bassin versant. AQUI' Brie, dans sa dernière synthèse sur l'évolution de la qualité des eaux de l'amont de l'Ancoeur, fait état d'une pollution des eaux par les pesticides. Cette pollution est notamment le fait de la présence des herbicides puisque ceux-ci représentent 51% des quantifications dans les eaux superficielles du réseau de suivi. Les métabolites d'herbicides représentent également une part importante des quantifications. Les quantifications se font notamment préférentiellement lors des crues qui suivent les applications au printemps et également à l'automne. Ces quantifications sont donc cohérentes avec un transfert rapide des pesticides par le système de drainage, la dérive de pulvérisation et pour une part limitée par le ruissellement.

L'analyse pluriannuelle effectuée a permis de caractériser des catégories de pesticides :

1°/ une pollution de fond par les urées substituées et les triazines interdites depuis le début des années 2000. Il s'agit principalement du diuron, de l'éthidimuron, fénuron puis simazine et monuron. On quantifie également régulièrement les métabolites que sont la déséthyl atrazine, déméthyl diuron ou le DCPU. On quantifie régulièrement ces molécules dans les eaux de surfaces mais dans des quantités qui restent faibles. Il s'agit de relargage par les sols de reliquat de matières actives utilisées antérieurement mais ayant des coefficients d'adsorption importants.

2°/ les herbicides autorisés quantifiés régulièrement sont une quarantaine (sur 73). On a d'une part le glyphosate (usage mixte dont importance non agricole) et ensuite un certain nombre d'herbicides à usage agricole comme l'isoproturon, le chlortoluron et le Diflufécanyl mais aussi l'éthofumésate. Cette catégorie est non seulement quantifiée régulièrement mais peut être à l'origine de pics de concentration.

3° / le reste des molécules (insecticides, fongicides, régulateurs), sont quantifiés plus ou moins régulièrement et parfois à des concentrations qui oscillent entre la limite de détection et les 0,1 µg/l. On comptabilise 119 molécules quantifiés dans moins de 50% des échantillons et à des valeurs de concentrations inférieures à 0,1 µg/l.

Si la priorité doit être portée à la réduction du flux d'herbicides transféré dans les eaux superficielles, l'action de réduction d'usage doit s'intéresser à tous les phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides, molluscides). En effet cette représentation quantitative de la pression des pesticides ne rend pas compte de la toxicité car cette notion est complexe. Au-delà de la notion de toxicité spécifique à chaque pesticide et celle que l'on doit considérer pour un "cocktail" de molécule, pour laquelle on n'a malheureusement que très peu d'informations, on doit également

différencier les notions d'écotoxicité du risque sanitaire.

A titre d'exemple, si le cumul de concentrations des insecticides ne représente que 3% du total, leur impact sanitaire est sans doute plus important.

Concernant l'azote, les informations à retenir sont que la contribution par les flux de nitrates d'origine agricole reste majoritaire, notamment sur l'amont du Courtenain et durant les hautes eaux (issues du drainage). Les concentrations et les flux sont très variables mais sont importants, comme par exemple à l'amont des gouffres de Rampillon. L'ordre de grandeur de quelques dizaines à plusieurs centaines de kg NO₃ /jour /km² lors des crues. Aux captages de Nangis, les valeurs de concentrations de nitrates sont en-dessous des 50mg/l mais leur évolution semble être à la hausse, notamment pour Nangis 3-4, alors que la nappe est dans une période de faible recharge entre 2007 et 2012.

La préservation des infrastructures agro-écologiques (IAE) répond à un double enjeu, à la fois limiter les transferts vers les eaux superficielles et favoriser la biodiversité des agroécosystèmes et notamment la faune et la flore auxiliaire en vue d'accompagner les modes de production agricole les moins impactants. Le territoire de l'Ancoeur se trouve à l'interface du plateau briard constitué d'openfield agricole et de la Brie humide qui plonge vers la Seine. Elle se trouve également dans un corridor écologique entre la forêt domaniale de Villefermoy et la forêt domaniale de Jouy. Depuis la fin du XIX^e siècle, l'évolution des pratiques agricoles a fortement transformé les agro-écosystèmes. Il y a sur ce territoire une systématisation du drainage, une disparition des haies, ripisylves et zones humides, dans la partie centrale du territoire. Cette organisation impacte fortement les circulations des espèces endémiques de ces milieux et des espèces sauvages en général. Des recensements ont été réalisés dans le cadre d'actions départementales. Le constat des études réalisées, en lien avec le schéma de cohérence écologique (SRCE) d'Île-de-France, est qu'il est nécessaire de préserver les éléments fixes du paysage et les zones humides voire d'en disposer judicieusement au sein du bassin versant de l'Ancoeur pour en garantir la pérennité. Malgré l'intérêt évident de préservation de la biodiversité, le territoire est peu concerné par les programmes d'actions NATURA 2000 et ZNIEFF. Il l'est uniquement sur les parties boisées de Fontenailles, La Chapelle-Rablais et Vieux-Champagne.

3. LISTE DES MAEC PROPOSEES SUR LE TERRITOIRE

Les financements prévisionnels des mesures peuvent être apportés par des crédits du ministère chargé de l'agriculture, de l'Agence de l'Eau Seine-et-Normandie, de la Région et du FEADER.

Zone d'Action Prioritaire visée « enjeu Eau » pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

En 2022, il ne sera pas possible d'engager de nouveaux contrats de 5 ans pour un certain nombre de mesures. Seuls, des nouveaux engagements de 5 ans seront possibles pour les mesures suivantes :

Type de couvert et/ou habitat visé	Code de la mesure	Objectifs de la mesure	Montant
Grandes cultures	IF_ANCO_HE34	COUVER 06 Couvert enherbé pérenne protection amont zone infiltration / biodiversité	412 €/ha/an
Grandes cultures	IF_ANCO_HE16	COUVER 07 Couvert floristique/faunistique	600 €/ha/an

		protection amont zone infiltration	
--	--	------------------------------------	--

Seuls des nouveaux contrats d'une durée d'un an seront proposés pour les mesures listées dans le tableau ci-dessous :

Surfaces en Herbe	IF_ANCO_HE01	HERBE_03 Entretien d'un couvert herbacé	130,57 €/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_ANCO_HE02	HERBE_03, HERBE_04 Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement de la pression de pâturage	206,01 €/ha/an
Surfaces en Herbe	IF_ANCO_HE03	HERBE_03, HERBE_06 Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de fauche	353,43 €/ha/an
Grandes cultures	IF_ANCO_GC02	PHYTO 01 + 04 +05 Réduction phyto	211,47 €/ha
Grandes cultures	IF_ANCO_GC07	PHYTO 01 + 04 +06 Réduction phyto Assolement maïs	166,02 €/ha

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire de l'Ancoeur et de l'aire d'alimentation des captages Grenelle de Nangis. Les conditions spécifiques à respecter dans le cadre d'un nouveau contrat d'un an sont mentionnées dans ces notices.

4. MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

Vous ne pouvez vous engager dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire que si votre engagement sur ce territoire représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 €. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de votre demande d'engagement, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs qui sont précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, votre demande devra être modifiée.

5. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

*Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.*

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Toute demande d'engagement en MAEC en 2022 doit passer par l'animateur du PAEC. Une fiche de liaison permet de faciliter les échanges entre l'agriculteur, l'animateur du territoire et le service instructeur de la demande d'aides. Elle ne vaut en aucun cas déclaration d'engagement.

Pour toute demande d'engagement en MAEC, vous devez en plus, en faire la demande dans sa déclaration PAC. La fiche de liaison ne vaut pas, non plus, promesse d'engagement en MAEC.

6. COMMENT REMPLIR LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager en 2022 dans une nouvelle MAEC, vous devez obligatoirement renseigner dans TéléPAC les écrans suivants, avant le 16 mai 2022.

Les modalités de dépôt des demandes MAEC sont disponibles sous TELEPAC :

- Liste générale :
https://isis.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2022/Dossier-PAC-2022_telepac_presentation-generale.pdf
- Modalités spécifiques aux MAEC :
https://isis.telepac.agriculture.gouv.fr/telepac/pdf/tas/2022/Dossier-PAC-2022_telepac_presentation-MAEC-BIO.pdf



6.1 Le registre parcellaire graphique

Pour déclarer des **éléments surfaciques** engagés dans une MAEC, vous devez indiquer, dans les caractéristiques de chaque parcelle que vous souhaitez engager dans chacune des MAEC proposées, le code de la mesure. Pour de plus amples indications, reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

6.2 Descriptif des parcelles déclarées

Cet écran vous permet de consulter toutes vos parcelles déclarées et de vérifier les informations concernant la demande d'engagement en MAEC.

6.3 Écran « Demande d'aides »

A la rubrique « MAEC 2015-2022 », vous devez cocher « oui » sur la ligne correspondant aux MAEC de la programmation 2015-2022.

6.4 Déclaration des effectifs animaux

Si vous souscrivez une ou plusieurs mesures proposées sur le territoire pour lesquelles le chargement ou les effectifs animaux interviennent : vous devez renseigner l'écran « effectifs animaux » pour renseigner les animaux de votre exploitation autres que bovins, afin que la DDT soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7. CONTACTS

Marion Personnic
Tél : 01 64 83 61 06
Port : 06 07 99 34 99



Connaissance et protection de l'aquifère du Champigny



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURALDirection départementale des
territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
Création et entretien d'un couvert herbacé
IF_ANCO_HE34
du territoire de l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Engagements unitaires de la mesure : COUVER_06**1. OBJECTIFS DE LA MESURE**

Les objectifs de cette opération sont d'inciter les exploitants agricoles à planter et maintenir des couverts herbacés pérennes dans des zones où il y a un enjeu environnemental important, au-delà des couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Cette opération répond à la fois à un objectif de protection des eaux, paysager et de maintien de la biodiversité. En effet, la création de couvert herbacé sur des parcelles ou de partie des parcelles, y compris de bandes enherbées, permet de limiter les phénomènes érosifs et le lessivage des intrants (objectifs lutte contre l'érosion et qualité des eaux) et constitue des zones refuges pour la faune et la flore (objectif biodiversité) et permet la valorisation et la protection de certains paysages (objectif paysage). Par ailleurs, la création de surfaces herbacées pérennes permet la séquestration du carbone dans les sols.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 412 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 15 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : : Seules peuvent être engagées dans cette opération :

- les surfaces en terres arables hormis :
 - les parcelles déclarées avec une culture de la catégorie Surfaces Herbacées temporaires et/ou jachère depuis plus de deux ans et
 - les surfaces en jachère ;
- les cultures pérennes sauf celles des catégories PPAM et Divers;
- les surfaces qui étaient engagées dans une MAEC rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implanté, le couvert devra être déclaré avec une culture issue de la catégorie « surfaces herbacées temporaires » (code 1.9).

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles entières** : **minimum 10 ares, 5 m de large**
- **Bandes** : **minimum 10 m de large**, (En bordures de cours d'eau et en zone vulnérable, la largeur minimale passe à 5 m, dans la mesure où une bande d'au moins 5 m est déjà existante et permet la création d'une bande enherbée finale d'au moins 10 m de large.)
- Si le couvert est implanté en bordure d'élément paysager (haies, bosquets, mares, fossés), la largeur minimum sera de 3 m, si possible de part et d'autre de l'élément paysager si la maîtrise du foncier le permet.

1. **Mesure fixe** : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**

2. **Localisation pertinente**

- bassin d'alimentation des captages
- bords de cours d'eau, fossés
- fonds de talweg

- ruptures de pente
- division du parcellaire
- continuités écologiques
- bordure d'éléments paysagers (haie, bosquet, mares, chemins)
- parcelles riveraines d'habitats d'intérêt communautaire

3. Couvert éligible :

- **Liste d'espèces autorisées en couvert environnemental au titre des BAE**
- **Liste d'espèces ci-dessous (légumineuses pures interdites : mélange avec une autre famille obligatoire)**

GRAMINEES

- Dactyle
- Fétuque des prés
- Fétuque élevée
- Fétuque rouge

- Fétuque ovine
- Fléole des prés
- Moha
- Pâturin commun
- Ray-grass anglais
- Ray-grass hybride
- Ray-grass italien

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
- Lotier corniculé
- Lupin blanc amer

- Luzerne*
- *Medicago polyformosa*
- *Medicago rigidula*
- *Medicago scutellata*
- *Medicago trunculata*
- Mélilot
- Minette
- Sainfoin
- Serradelle
- Trèfle blanc
- Trèfle de Perse
- Trèfle hybride
- Trèfle incarnat
- Trèfle violet
- Trèfle d'Alexandrie
- Vesce commune
- Vesce velue
- Vesce de Cerdagne

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003

(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

- 1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
- 2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
- 3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
- 4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE34 » sont décrites ci-dessous :

- **Date d'implantation**
 - Au plus tard au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture de printemps
 - A titre dérogatoire, au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles implantées en culture d'hiver
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**
- **Enregistrement**
 - Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)

Obligations du cahier des charges A respecter en contrepartie du paiement de l'aide	contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Mettre en place le couvert herbacé localisé de façon pertinente. Le couvert devra être présent sur les surfaces engagées au 15 juin de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Définitif	Principale	Totale
Respecter les couverts autorisés : (cf. la liste des couverts autorisés sur le territoire)	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et factures éventuelles	Réversible	Principale	Totale
Maintenir le couvert herbacé pérenne et sa localisation initiale	Sur place : visuel		Définitif	Principale	Totale
Respecter les largeurs minimales définies localement du couvert herbacé pérenne	Sur place		Réversible	Principale	Totale
Tenir un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation et date)	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Si la localisation est imposée en bordure d'un élément paysager maintien de celui-ci.	Sur place		Définitif	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles**. *A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants : type d'intervention, localisation, date, outils.*

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au 15 mai de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard le 20 septembre de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en cultures d'hiver au titre de la campagne du dépôt de la demande.



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction Départementale des
Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Création et entretien d'un couvert d'intérêt faunistique ou
floristique »
« IF_ANCO_HE16 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Engagement unitaire de la mesure : COUVER_07

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de remplacer des surfaces cultivées en grandes cultures par un couvert favorable :

- aux oiseaux de plaine à protéger dans un objectif de maintien de la biodiversité ;
- aux insectes pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Il s'agit ainsi de créer ce type de couvert sur des surfaces supplémentaires par rapport aux couverts exigés dans le cadre de la conditionnalité (bonnes conditions agricoles et environnementales), du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 600,00 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

Vous devez réaliser un diagnostic d'exploitation afin de localiser les engagements de manière pertinente. Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 15 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans mis à jour est valable.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Cultures éligibles : surfaces en terres arables (sauf les prairies temporaires et/ou jachère de plus de deux ans et les surfaces en jachère de 6 ans ou plus déclarées comme SIE (J6S)), les cultures pérennes (hors PPAM et Divers) ou les surfaces qui étaient engagées dans **une MAE** rémunérant la présence d'un couvert spécifique favorable à l'environnement, lors de la campagne PAC précédant la demande d'engagement.

Par ailleurs, seules sont éligibles les surfaces au-delà de celles comptabilisées au titre des 5 % des terres arables en surface d'intérêt environnemental dans le cadre du verdissement et des bandes enherbées rendues obligatoires, le cas échéant, dans le cadre des programmes d'action en application de la Directive Nitrates.

Déclaration de surface : Une fois implantée, la parcelle devra être déclarée avec le code correspondant au couvert mis en place.

La taille minimale ou maximale des parcelles

- **Parcelles entières** : **minimum 10 ares**
- **Bandes** : **minimum 10 m de large**, (le cas échéant, 10 m en moyenne sur la longueur de la bande)

1. Mesure fixe : L'engagement est fixe au cours des **5 ans**.

Couvert éligible : (non récolté et non pâturé)

À sélectionner en fonction des exigences biologiques des espèces à préserver

- Cultures annuelles à fort intérêt faunistique et/ou floristique
- Mélange graminées-légumineuses d'intérêt faunistique et/ou floristique
- Légumineuses d'intérêt faunistique et/ou floristique
- Cultures cynégétiques d'intérêt faunistique et/ou floristique
- Mélanges favorables au développement des insectes pollinisateurs et auxiliaires de cultures (plantes messicoles notamment)

GRAMINEES

- Dactyle
 - Fétuque des prés
 - Fétuque élevée
 - Fétuque rouge
 - Fétuque ovine
 - Fléole des prés
 - Moha
 - Pâturin commun
 - Ray-grass anglais
 - Ray-grass hybride
 - Ray-grass italien
-

LEGUMINEUSES

- Gesse commune
 - Lotier corniculé
 - Lupin blanc amer
 - Luzerne*
 - *Medicago polyformosa*
 - *Medicago rigidula*
 - *Medicago scutellata*
 - *Medicago trunculata*
 - Mélilot
 - Minette
 - Sainfoin
-

- Serradelle
 - Trèfle blanc
 - Trèfle de Perse
 - Trèfle hybride
 - Trèfle incarnat
 - Trèfle violet
 - Trèfle d'Alexandrie
 - Trèfle souterrain
 - Vesce commune
 - Vesce velue
 - Vesce de Cerdagne
-

AUTRES

- Moutarde blanche
 - Navette fourragère
-

- Phacélie
- Radis fourrager

* Luzerne dans le respect de la circulaire du 24 mars 2003

(La luzerne peut être autorisée à condition que la surface, pour chaque demandeur, reste inférieure à 2 ha et sous forme de bandes culturales de largeur inférieure à 20 m. De plus, l'implantation est autorisée que sur des îlots éloignés de plus de 30 km d'une usine de déshydratation.)

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès **le 15 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE16 » sont décrites ci-dessous :



Entretien

- **Récolte et pâturage INTERDITS**

Absence d'intervention mécanique du 15 avril au 20 août à l'exception de l'année d'engagement où le couvert peut être mis en place jusqu'au 15 mai 2022.

- **Fertilisation**

- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

Toutefois, afin de permettre une bonne implantation des couverts, il n'est permis de fertiliser que lors des premiers stades de développement du couvert.

- **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS**

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
<p>Mettre en place le couvert à planter :</p> <p><i>(cf. liste d'espèces ci-dessus)</i></p> <p>Le couvert herbacé pérenne devra être présent sur les surfaces engagées au 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf dérogation).</p>	Sur place	Factures d'achat de semences et/ou cahier d'enregistrement des interventions (notamment si utilisation de semences fermières)	Réversible	Principale	Totale
Respecter la localisation pertinente du couvert	Sur place	Diagnostic de territoire et/ou d'exploitation et cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Respecter la taille minimale de 10 mètres de large ou parcelles entières minimum de 0,10 ha	Sur place		Réversible	Principale	Totale
Absence d'intervention mécanique entre le 15 avril et le 20 août (à l'exception de la première année d'engagement si le couvert est implanté entre le 15 avril et le 15 mai)	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuils sinon : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5 / 10 / 15 jours)
Réaliser l'enregistrement des interventions	Sur place	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Absence de fertilisation minérale et organique sur les parcelles engagées	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respecter l'interdiction des traitements phytosanitaires	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

A minima, l'enregistrement devra porter, pour chacune des parcelles engagées, sur les points suivants :

- type d'intervention, localisation, date, outils.
- fertilisation : date, produit, quantité
- traitements phytosanitaires : date, produit, quantité (0)

Le couvert devra être implanté sur les surfaces engagées :

- à la date d'engagement, c'est-à-dire au **15 mai** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour les parcelles de terres labourables implantées en cultures de printemps au titre de la campagne du dépôt de la demande ;
- à titre dérogatoire : au plus tard **le 20 septembre** de l'année du dépôt de la demande d'engagement, pour parcelles de terre labourables implantées en **cultures d'hiver** au titre de la campagne du dépôt de la demande.



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURALDirection Départementale des
Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure « Entretien d'un couvert herbacé » « IF_ANCO_HE01 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis»

Campagne 2022

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage). En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsables de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 130,57 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pour 1 an d'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble de l'aide versée.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

1. Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles (parmi les cultures des catégories « Surfaces herbacées temporaires » et « Prairies et pâturages permanents ») pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

2. **Déclaration de surface** : Le couvert devra être déclaré avec une culture issue des catégories « surfaces herbacées temporaires » (code 1.9) ou « prairies ou pâturages permanents » (code 1.10).

3. **Mesure fixe** : L'engagement **est fixe** au cours de l'année d'engagement.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de l'année d'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2022, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE01 » sont décrites ci-dessous :

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**
- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
 - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
 - **INTERDITS**
- **Enregistrement**
 - *Tenue d'un cahier d'enregistrement (type d'interventions, localisation, date)*

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé l'année d'engagement.	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'ilot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)) ;
- les pratiques phytosanitaires : dates, quantité, produit (0)

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction Départementale des
Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
**« Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec ajustement
de la pression de pâturage »**
« IF_ANCO_HE02 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03 et HERBE_04

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette opération a pour objet d'améliorer la gestion par le pâturage de milieux remarquables, en particulier dans les zones humides (tourbières, prairies humides, etc.), en fonction des spécificités de chaque milieu, en limitant la pression de pâturage afin d'éviter la dégradation de la flore et des sols par tassement dans un objectif de maintien de la biodiversité et dans un objectif paysager.

Elle peut également permettre le maintien de l'ouverture et le renouvellement de la ressource fourragère sur des surfaces soumises à une dynamique d'embroussaillage, en évitant le sous pâturage et le surpâturage, et contribuer ainsi à pérenniser une mosaïque d'habitats. Enfin, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage). En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsables de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 206,01 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pour 1 an d'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées**

durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble de l'aide versée.

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole. Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles (parmi les cultures de la catégorie « Prairies et pâturages permanents » code 1.10) pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive.

Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

Déclaration de surface : Le couvert devra être déclaré en « prairie permanente ».

Mesure fixe : L'engagement **est fixe** au cours de l'année d'engagement.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Il est **fortement recommandé** pour l'engagement dans cette mesure la **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu).

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic est à **réaliser préférentiellement avant l'engagement** et au plus tard, au cours de la première année suivant l'engagement. Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2022, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE02 » sont décrites ci-dessous :

- **Fauche autorisée à partir du 15 juin**
- Surface exploitée en **pâturage** :

- dans la limite d'un chargement maximal moyen annuel de **1,2 UGB/ha** à l'échelle de la parcelle
- dans la limite d'un chargement instantané de **1,4 UGB/ha maximum** à l'échelle de la parcelle
- en respectant un chargement minimal annuel de **0,3 UGB/ha** pour les surfaces en herbe à l'échelle de l'exploitation

- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**

- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**

- **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.

- **Produits phytosanitaires**

- **INTERDITS**

•

- **Enregistrement**

- L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées est établi suivant le modèle défini dans le document de cadrage national avec, à minima, les points suivants :
 - identification de l'élément engagé (n° de l'ilot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
 - interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
 - pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB) ;
 - pratiques de fertilisation des surfaces [dates, quantités, produit (0 pour les apports azotés)].
 - pratiques phytosanitaires : dates, quantité, produit (0)

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect du chargement maximal moyen annuel à la parcelle de 1,2 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement instantané maximal de 1.4 UGB/ha, à la parcelle, sur la période déterminée, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu
Respect du chargement minimal moyen annuel à la parcelle de 0.3 UGB/ha, sur chacune des parcelles engagées	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : en fonction de l'écart par rapport au chargement prévu

Obligations du cahier des charges à respecter en	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
Respecter, en cas de fauche, la période d'interdiction allant jusqu'au 15 juin en cas d'impossibilité demise en pâturage d'une parcelle	Sur place : Documentaire ou visuel	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdit. Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé l'année d'engagement.	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

- le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturent sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâturage et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâturage autorisée
- le taux de chargement instantané à la parcelle est le rapport entre (i) les animaux herbivores pâturent sur la parcelle et (ii) la surface de la parcelle engagée.

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par

la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction Départementale des
Territoires de « Seine-et-Marne »

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Entretien d'un couvert herbacé sans fertilisation et avec retard de
fauche »
« IF_ANCO_HE03 »

du territoire l'Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Engagement unitaire de la mesure : HERBE_03 et HERBE_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Les objectifs de cette opération sont de permettre aux espèces végétales et animales inféodées aux surfaces en herbe entretenues par la fauche, d'accomplir leurs cycles reproductifs (fructification des plantes, nidification pour les oiseaux) dans un objectif de maintien de la biodiversité. Selon l'espèce visée, il est indispensable de définir la période durant laquelle toute intervention mécanique est interdite afin d'atteindre l'objectif.

La conservation de zones non fauchées ou fauchées avec un retard de 15 à 30 jours est très intéressante, spécialement en bordure des parcelles et des éléments fixes pour la fauche centrifuge. Cela pourra être pris en compte dans le cadre du diagnostic d'exploitation pour définir les localisations pertinentes des parcelles ou parties de parcelles éligibles et la période d'interdiction d'intervention mécanique.

D'autre part, cette opération vise l'augmentation de la diversité floristique et la préservation de l'équilibre écologique de certains milieux remarquables (prairies, tourbières, milieux humides, etc.), en interdisant la fertilisation azotée minérale et organique (hors apports éventuels par pâturage).

En effet, l'augmentation de la fertilisation des prairies a pour conséquence une homogénéisation des milieux du point de vue de la disponibilité en ressource qui a entraîné la disparition des espèces adaptées aux milieux pauvres en nutriments et le remplacement d'espèces spécialistes par des espèces généralistes. La fertilisation minérale azotée apparaît donc comme un des principaux responsables de la baisse de richesse spécifique dans les parcelles et bordures adjacentes.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 353,43 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pour 1 an d'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Surfaces éligibles : surfaces en herbe et milieux remarquables éligibles (parmi les cultures issues des catégories « surfaces herbacées temporaires » (code 1.9) ou « prairies ou pâturages permanents » (code 1.10) pour lesquels il existe un risque réel de perte de biodiversité floristique et/ou un enjeu de reconquête de cette biodiversité, lié à une fertilisation excessive. Les bandes tampon imposées par la réglementation nitrates et la BCAE 1 situées le long des cours d'eau ne sont pas éligibles.

4. **Déclaration de surface** : Le couvert devra être déclaré en « **prairie temporaire ou permanente** ».

5. **Mesure fixe** : L'engagement **est fixe** au cours de l'année d'engagement.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

La **réalisation d'un diagnostic d'exploitation** est nécessaire pour l'engagement dans cette mesure et doit être réalisé avant le 1^{er} juillet de l'année d'engagement (un diagnostic datant de moins de 3 ans est reconnu). Une attestation de réalisation du diagnostic d'exploitation devra être fournie au service instructeur d'ici le 15 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration) et pourra constituer une pièce à fournir lors du contrôle sur place.

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

5. LE CAHIER DES CHARGES

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2022, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_HE03 » sont décrites ci-dessous :

- **Entretien :**
 - Fauche/broyage autorisé du **1^{er} août au 30 avril**
 - Pâturage des regains autorisé du **1^{er} août au 31 décembre**
- **Interdiction du retournement des surfaces engagées**
- **Fertilisation minérale et organique (hors apport éventuel par pâturage) :**
 - **INTERDITE** à partir du 15 mai de l'année d'engagement.
- **Produits phytosanitaires**
 - **INTERDITS**
- **Enregistrement**

L'enregistrement de l'ensemble des interventions sur les parcelles engagées devra comporter, à minima, les points suivants :

- identification de l'élément engagé (n° de l'ilot, parcelle ou partie de parcelle ou groupe de parcelles, telle que localisé sur le registre parcellaire graphique (RPG) de la déclaration de surfaces) ;
- interventions mécaniques : fauche ou broyage (date(s), matériel utilisé, modalités)
- pratiques de fertilisation des surfaces (dates, quantités, produit (0 pour les apports azo-tés)) ;
- pratiques de pâturage (dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux et d'UGB) ;
- pratiques phytosanitaires : dates, quantité, produit (0).

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de la période d'interdiction de fauche du 1 ^{er} mai au 31 juillet	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	A seuil : par tranche de jours d'écart par rapport à la date limite (5/10/15 jours)
Respect de la localisation pertinente des zones de retard de fauche	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions et diagnostic d'exploitation présentant la localisation des zones de retard de fauche au regard de l'enjeu	Réversible	Principale	Totale
Interdiction du pâturage par déprimage. Si pâturage des regains : respect de la date initiale	Sur place : visuel et documentaire	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Secondaire	A seuil

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
de pâturage fixée au 1 ^{er} août et du chargement moyen maximal annuel de 1,2 UGB/ha					
Absence totale d'apport de fertilisants azotés minéraux et organiques (y compris compost et hors apports éventuels par pâturage)	Sur place : documentaire et visuel (absence de traces d'épandage)	Cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements yc pour la fertilisation	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction du retournement des surfaces engagées. La destruction notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds est interdit. Le renouvellement par travail superficiel du sol n'est pas autorisé l'année d'engagement.	Administratif et sur place : visuel	Automatique d'après la déclaration de surfaces et contrôle visuel du couvert	Définitif	Principale	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur les surfaces engagées	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

La tenue du cahier d'enregistrement des interventions constitue une pièce **indispensable** du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller jusqu'au **remboursement total** de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des **valeurs nulles**.

Le chargement moyen sur la période définie est calculé à partir des effectifs notés dans le cahier d'enregistrement des interventions, sur la période définie.

Calcul du taux de chargement :

◦ le taux de chargement moyen à la parcelle est le rapport entre (i) la somme des animaux herbivores pâturent sur la parcelle, multiplié par le nombre de jours de pâture et (ii) la surface de la parcelle engagée multipliée par la durée de la période de pâture autorisée

Les animaux pris en compte pour le chargement ou un critère d'éligibilité lié à un élevage appartiennent aux catégories suivantes :

Catégorie d'animaux	Animaux pris en compte	Conversion en UGB
BOVINS	Nombre d'UGB moyennes présentes sur l'exploitation durant la campagne précédente (du 16 mai de l'année n-1 au 15 mai de l'année n). Ce nombre est celui figurant en base de données nationale d'identification (BDNI).	1 bovin de moins de 6 mois = 0,4 UGB 1 bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB 1 bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB
OVINS	Nombre d'ovins ou de brebis ayant mis bas	1 ovin âgé de plus de 1 an ou une brebis ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
CAPRINS	Nombre de chèvres mères ou caprins de plus d'un an	1 caprin âgé de plus de 1 an ou une chèvre ayant déjà mis bas = 0,15 UGB
EQUIDES	Nombre d'équidés âgés de plus de 6 mois, identifiés selon la réglementation en vigueur et non-déclarés à l'entraînement au sens des codes des courses	1 équidé de plus de 6 mois = 1 UGB
LAMAS	Nombre de lamas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 lama âgé de plus de 2 ans = 0,45 UGB
ALPAGAS	Nombre d'alpagas (mâles et femelles) âgés de plus de 2 ans	1 alpaga âgé de plus de 2 ans = 0,30 UGB
CERFS ET BICHES	Nombre de cerfs et biches âgés de plus de 2 ans	1 cerf ou biche âgé de plus de 2 ans = 0,33 UGB
DAIMS ET DAINES	Nombre de daims et daines âgés de plus de 2 ans	1 daim ou daine âgé de plus de 2 ans = 0,17 UGB

Le taux de chargement à la parcelle est vérifié sur la base des enregistrements du cahier de pâture et/ou sur le comptage des animaux présents le jour du contrôle sur place.

Les surfaces en herbe comprennent les prairies permanentes et surfaces pastorales corrigées par la méthode du prorata, les prairies temporaires de toute nature et les surfaces correspondant aux autres éléments topographiques si ceux-ci sont admissibles au titre d'une MAEC et adjacents à ces cultures.

Pour le couvert herbe la surface admissible est calculée selon la règle du prorata utilisée pour le premier pilier de la PAC.

La règle du prorata fixe, dans une prairie, la proportion des éléments non herbacés que sont : affleurements rocheux, éboulis, litière, buissons non adaptés au pâturage, arbres sans ressource au sol, hors arbres fruitiers, qui sont disséminés sur la surface de la prairie.

Pourcentage de surface couverte par des éléments non admissibles (part non herbacée)	Prorata retenu (surface admissible)
Jusqu'à 10 %	100 %
10 % -30%	80 %
30 % - 50 %	60 %
50 % -80 %	35 %
Supérieur à 80 %	0%



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



Direction Départementale
des Territoires de Seine-et-Marne

Mesure Agro-Environnementale et Climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure Réduction d'usage des produits phytosanitaires IF_ANCO_GC02

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Liste des mesures unitaires engagées :

PHYTO_01

PHYTO_04

PHYTO_05

• 1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en inter culture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation et de l'itinéraire technique. S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

- **2. MONTANT DE LA MESURE**

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 211,47 € par hectare engagé** est versée annuellement pour 1 an d'engagement.

- **3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE**

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble de l'aide versée.**

3.1- Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

- **Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, doivent être respectées.**

Pour être éligible, **le demandeur doit réaliser** un diagnostic global d'exploitation **afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.**

Ce diagnostic permet d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations. Il permet aussi d'assurer une cohérence entre l'engagement de l'exploitant et ceux des autres exploitants du territoire.

Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement. **De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra être fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.**

Contactez l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

En grandes cultures, cette mesure nécessite le respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30%.

- **3.2- Conditions relatives aux éléments engagés**

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure. Au sein de ces surfaces, l'exploitant devra engager **une proportion d'au moins 50% des surfaces situées sur le territoire.**

Cultures éligibles : **Les grandes cultures** éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant l'année d'engagement.

• 4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

- 1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
- 2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
- 3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
- 4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny.

• 5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC02 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive). Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes.** Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée l'année de l'engagement. En cas de mesure d'un an, si l'exploitant a d'ores et déjà suivi la formation car engagé dans cette même mesure au cours de la programmation 2014-2022, il n'est pas tenu de la réaliser à nouveau l'année de son contrat annuel.	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 30 %	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	A seuils : par tranche de 1,5%, en fonction de l'écart de %
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. point 6.2)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires <u>1</u> + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ²
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides (Cf. point 6.2)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires <u>1</u> + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ²
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées dans une mesure territorialisée comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'hors-herbicides			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation d'un bilan annuel avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du bilan devant être réalisé au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé. Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser	Bilan annuel et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan ainsi que la date de réalisation)	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	et transmettre le bilan accompagné.				

1 La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

• 6 : DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT (en fin de document)

6.1 : DEFINITIONS

Les surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et jachère (intégrées dans la rotation) comprennent les surfaces déclarées dans le dossier PAC répondant aux catégories suivantes :

- catégorie 1.9 – Surfaces herbacées temporaires de 5 ans ou moins ;
- catégorie 1.7 – Légumineuses fourragères pouvant être pluriannuelles (luzerne, trèfle, sainfoin, mélilot + serradelle + mélanges de légumineuses entre elles ou avec des graminées fourragères) ;
- pour les autres catégories, les codes suivants : tous les libellés de cultures comportant du maïs, ainsi que TRN (tournesol) et J5M (jachère de 5 ans ou moins).

6.2 : VALEURS DES IFT HERBICIDES ET HORS HERBICIDES A RESPECTER SUR VOS PARCELLES ENGAGEES ET NON ENGAGEES IMPLANTEES AVEC LE COUVERT CONCERNE PAR LA MESURE

A compter du 15 mai de l'année de votre demande d'engagement :

- sur l'ensemble de vos parcelles engagées en grandes cultures dans la mesure « IF ANCO GC02 », l'IFT objectif (ligne (C) du tableau ci-dessous) sera vérifié en prenant l'IFT réel calculé sur la campagne pour les parcelles engagées ;
- sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures non engagées dans la mesure, l'IFT réel ne doit pas dépasser l'IFT de référence (ligne (A) du tableau ci-dessous).

		IFT <u>herbicides</u> maximal	IFT <u>hors herbicides</u> maximal
IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u>	Exprimé en valeur (A)	IFT herbicides : 2,2	IFT hors herbicides : 4,4
IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	Exprimé en % de l'IFT de référence (B)	60 % sur l'année	50 % sur l'année
	Exprimé en valeur (C)	1,4	2,2

6.3 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contactez l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agréés.

En Seine-et-Marne, la Chambre d'Agriculture a mis en place un outil de calcul d'IFT spécifique et unique, utilisé par tous les porteurs de projet.

Pour le bilan réalisé, avec l'appui d'un technicien agréé, doit :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.

- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages¹ prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoïde
H	lenacile	Uracile
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chlolidazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide
F	epoxiconazole	Triazole

¹ un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Type	Substance active	Famille
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthriñoïde
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.**

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.4 DEFINITION DE LA FORMATION A SUIVRE DANS LE CADRE DE LA MESURE

Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;

- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation soit d'une durée minimale de 3 jours, qu'elle soit fractionnée en différentes séquences réparties dans l'année (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio-agresseurs et consacrer une journée à cette reconnaissance sur le terrain et qu'elle soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

Contactez l'opérateur ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_ANCO_GC02 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



- Direction départementale des
territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
Réduction d'usage des produits phytosanitaires (assolement maïs)
IF_ANCO_GC07

du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

Engagements unitaires de la mesure : PHYTO_01, PHYTO_04 et PHYTO_06

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

Cette mesure vise une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau. L'ensemble des applications de produits phytosanitaires réalisées à la parcelle sont prises en compte (y compris celles réalisées le cas échéant en inter culture).

Les herbicides sont particulièrement ciblés dans la mesure où la réduction de leur utilisation correspond à un niveau de technicité différent de celui requis pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires hors herbicides (niveau de technicité plus faible en cultures pérenne et plus fort en grandes cultures).

Le nombre de doses homologuées reflète l'intensité d'utilisation des pesticides. Parce qu'il tient compte de la dose homologuée de chaque produit, il constitue à ce niveau un indicateur bien plus fiable que la quantité de produit utilisée : en fonction du produit, la dose homologuée est très variable (1) et de ce fait une diminution des quantités appliquées ne témoigne pas forcément d'un moindre recours aux produits phytosanitaires (2) ni d'un moindre impact sanitaire et environnemental.

Cette opération suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux herbicides à l'échelle de la rotation (3) et de l'itinéraire technique (4). S'il est conseillé de proposer de telles stratégies alternatives types au niveau régional, en s'appuyant en particulier sur les itinéraires techniques en production intégrée diffusés par les conseillers agricoles, l'élaboration de la stratégie de l'exploitation est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux à ses atouts et à ses contraintes. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération est adaptée aux systèmes de grandes cultures comportant une part plus importante de cultures ne faisant quasiment pas l'objet de traitements phytosanitaires hors herbicides : le maïs, le tournesol et les prairies temporaires. Pour autant, l'effort de réduction des apports par rapport à l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire sur les autres cultures présentes reste intéressant dans un objectif de préservation de la qualité de l'eau.

Ces cultures (maïs, le tournesol, les prairies temporaires et jachère sans production intégrés dans une rotation) sont donc exclues du calcul de l'IFT mais pourront être présentes sur les surfaces engagées de façon à favoriser leur intégration dans une rotation diversifiée. Leur proportion dans la surface engagée est toutefois limitée à 60% et prise en compte dans le calcul du montant de l'engagement unitaire.

En effet, l'effort de réduction étant moindre, les pertes et surcoûts occasionnés par la réduction des traitements par rapport à l'IFT de référence du territoire sont moindres lorsque la proportion de maïs, de tournesol, de prairies temporaires et jachère sans production est plus forte que dans l'assolement moyen du territoire. Le montant unitaire à l'hectare de l'engagement unitaire PHYTO_06 est ainsi réduit par rapport à celui de l'engagement unitaire PHYTO_05. Cette opération ne concerne pas les surfaces en prairies permanentes.

(1) De quelques dizaines de grammes à quelques kilogrammes

(2) possibilité d'une substitution de produits à doses homologuée élevée par des produits à dose homologuée faible

(3) ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

(4) ex : travail du sol en inter culture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azoté limité

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de montant annuel de la mesure 166,02 € par hectare engagé** vous sera versée annuellement pendant 1 an d'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble de l'aide versée.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Le bénéficiaire est une personne physique ou morale exerçant une activité agricole.

Les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, doivent être respectées.

Pour être éligible, le demandeur doit **réaliser un diagnostic global d'exploitation** afin de définir le projet d'exploitation à moyen terme.

Ce diagnostic permet **d'accompagner les exploitants dans le choix des mesures proposées et à les localiser ou les appliquer de manière pertinente sur les exploitations.** Le diagnostic (a minima la collecte des données auprès de l'agriculteur) est à réaliser préférentiellement avant l'engagement

et au plus tard le 30 septembre de l'année d'engagement.

De ce fait une attestation de réalisation de la collecte des données, cosignée entre l'opérateur du territoire et l'agriculteur devra être fournie à la DDT au plus tard le 30 septembre (ou une date ultérieure établie par l'administration). Un diagnostic (date de réalisation) datant de moins de 3 ans est valable.

Contacter l'animateur ou la DDT pour connaître la liste des structures pouvant réaliser ce diagnostic (type Diagnostic Agro-Environnemental et Géographique « DAEG »).

En grandes cultures, cette mesure nécessite le respect d'une **proportion minimale** annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et gel sans production (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée **supérieur à 30%**.

◦ **3.2 Conditions relatives aux éléments engagés**

L'ensemble des terres arables de l'exploitation constitue les surfaces éligibles à la mesure. Au sein de ces surfaces, l'exploitant devra engager **une proportion d'au moins 50% des surfaces situées sur le territoire**.

Cultures éligibles : Les grandes cultures éligibles sont les cultures relevant dans le dossier PAC des catégories céréales, oléagineux, protéagineux, cultures de fibres, légumineuses, légumineuses fourragères, fourrages, ainsi que les surfaces herbacées temporaires (de 5 ans ou moins) et les jachères de moins de 5 ans (= surfaces entrant dans la rotation). Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures si intégrées dans une rotation.

Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires de moins de 5 ans et les jachères intégrées dans la rotation sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est comprise entre 30 et 60% de la surface totale engagée dans cette mesure

Mesure fixe : respect de la mesure sur la même parcelle pendant l'année d'engagement.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les dossiers seront soumis à un **comité de sélection régional** qui analysera les dossiers en fonction des priorités régionales et modalités d'intervention des partenaires financiers.

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Dans la mesure où il y aurait nécessité d'un arbitrage budgétaire sur l'enveloppe à disposition pour le PAEC présenté, nous avons choisi de retenir les critères de priorisation suivants en vue des demandes de contractualisation de MAEC :

- 1° - le niveau d'ambition dans la réduction de l'usage des intrants de synthèse
- 2° - la dimension systémique et/ou le taux de contractualisation des parcelles engagées
- 3° - la localisation des parcelles dans la zone prioritaire d'actions de l'AAC de Nangis
- 4° - la localisation des parcelles vis-à-vis des zones de risques de transfert très importants (bord de zones de cours d'eau infiltrantes, amont immédiat d'une zone d'engouffrement, ...) vers la nappe du Champigny

5. CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le **15 mai 2022**, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « IF_ANCO_GC07 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de reversement de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Suivi d'une formation agréée l'année de l'engagement. En cas de mesure d'un an, si l'exploitant a d'ores et déjà suivi la formation car engagé dans cette même mesure au cours de la programmation 2014-2022, il n'est pas tenu de la réaliser à nouveau l'année de son contrat annuel.	Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitif	Principale	Totale
Respect d'une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires, légumineuses pluriannuelles et jachère ² (intégrés dans la rotation) dans la surface totale engagée inférieure à 60 % ³	Visuel et mesurage	Néant	Réversible	Principale	Totale

² Voir définition exacte au point 6

³ Cette proportion devant par ailleurs être supérieure à 30 %

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées dans toute mesure comprenant l'obligation de réduction des doses homologuées d'herbicides (Cf. point 6.2 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ²
Respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire sur l'ensemble des parcelles (implantées avec le type de couvert concerné par la mesure) non engagées (Cf. point 6.2 pour l'IFT maximal annuel)			Réversible	Secondaire	A seuils
Respect de l'IFT « hors-herbicides » maximal fixé pour l'année, sur l'ensemble des parcelles de l'exploitation en grandes cultures engagées (Cf. point 6.2 pour l'IFT maximal annuel)	Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires 1 + Feuille de calcul de l'IFT « hors-herbicides » + Factures d'achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale	A seuils ²
Respect de l'IFT « hors-herbicides » de référence du territoire, sur l'ensemble des parcelles de grandes cultures non engagées (Cf. point 6.2 pour l'IFT maximal annuel)			Réversible	Secondaire	A seuils
Réalisation d'un bilan annuel avec l'appui d'un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours de l'engagement	Sur place Documentaire : vérification de l'existence du bilan devant être réalisé au moment du contrôle avec l'appui d'un technicien agréé.	Bilan annuel et le cas échéant factures (ou présence d'une attestation mentionnant le nom de la structure et de la personne qui a réalisé le bilan	Réversible	Principale	Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
	Vérification des factures de prestation. Le cas échéant : vérification de l'existence d'une demande écrite d'intervention auprès du prestataire si ce dernier n'est pas venu. L'exploitant disposera alors d'un délai de 3 mois pour réaliser et transmettre le bilan accompagné.	ainsi que la date de réalisation)			

1 La tenue de ce cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle. Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée. Conformément à la réglementation, les données doivent être consignées par parcelle de culture définie par ses coordonnées (GPS, cadastrales ou du RPG) et par l'espèce et la variété cultivée.

Pour toute utilisation de produits phytosanitaires ou alternatifs doivent figurer :

- le nom complet de la spécialité commerciale utilisée pour chaque traitement ;
- les quantités et doses de produits utilisées exprimées en grammes/hectare, kilogrammes/hectare ou litres/hectare ;
- la date de traitement.

2 L'anomalie sera considérée comme totale en cas d'incohérence entre les enregistrements d'une part et les factures et stocks d'autre part sur un produit sélectionné au hasard parmi ceux utilisés au cours de la campagne culturale

ATTENTION : la tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Se reporter à l'annexe IFT (en fin de document)

6.1 : DEFINITIONS

Les surfaces en maïs, tournesol, prairies temporaires et jachère (intégrées dans la rotation) comprennent les surfaces déclarées dans le dossier PAC répondant aux catégories suivantes :

- catégorie 1.9 – Surfaces herbacées temporaires de 5 ans ou moins ;

- catégorie 1.7 – Légumineuses fourragères pouvant être pluriannuelles (luzerne, trèfle, sainfoin, mélilot + serradelle + mélanges de légumineuses entre elles ou avec des graminées fourragères) ;
- pour les autres catégories, les codes suivants : tous les libellés de cultures comportant du maïs, ainsi que TRN (tournesol) et J5M (jachère de 5 ans ou moins).

6.2 : VALEURS DES IFT HERBICIDES ET HORS HERBICIDES A RESPECTER SUR VOS PARCELLES ENGAGEES ET NON ENGAGEES IMPLANTEES AVEC LE COUVERT CONCERNE PAR LA MESURE

A compter du 15 mai de l'année de votre demande d'engagement :

- sur l'ensemble de vos parcelles **engagées** en grandes cultures **dans la mesure « IF ANCO GC07 »**, l'IFT objectif (ligne (C) du tableau ci-dessous) sera vérifié en prenant l'IFT réel calculé sur la campagne pour les parcelles engagées ;
- sur l'ensemble de vos parcelles en grandes cultures **non engagées** dans la mesure, l'IFT réel ne doit pas dépasser l'IFT de référence (ligne (A) du tableau ci-dessous).

		IFT <u>herbicides</u> maximal	IFT <u>hors herbicides</u> maximal
IFT de référence à respecter sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>non engagées</u>	Exprimé en valeur (A)	IFT herbicides : 2,2	IFT hors herbicides : 4,4
IFT calculé sur l'ensemble de vos parcelles éligibles <u>engagées</u>	Exprimé en % de l'IFT de référence (B)	60 % sur l'année	50 % sur l'année
	Exprimé en valeur (C)	1,4	2,2

6.3 DEFINITION D'UN BILAN DE LA STRATEGIE DE PROTECTION DES CULTURES SUR LES PARCELLES DE L'EXPLOITATION (PHYTO 01)

L'exploitant doit réaliser un bilan annuel de la stratégie de protection des cultures avec l'appui d'un technicien agréé au niveau régional.

Contactez l'animateur du territoire pour connaître les techniciens agréés.

En Seine-et-Marne, la Chambre d'Agriculture a mis en place un outil de calcul d'IFT spécifique et unique, utilisé par tous les porteurs de projet.

Pour le bilan réalisé, avec l'appui d'un technicien agréé, doit :

- ✓ être d'une durée minimale d'une journée,
- ✓ comporter les deux volets suivants :

volet intensité du recours aux produits phytosanitaires:

- Calcul de l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) initial, exprimé en du nombre de doses homologuées de référence par hectare au cours de la campagne culturale écoulée pour chaque culture, puis toutes cultures confondues, en distinguant, d'une part les parcelles faisant l'objet d'une mesure agroenvironnementale territorialisée et d'autre part les autres parcelles de l'exploitation.
- Analyse du résultat obtenu pour identifier les usages⁴ prépondérants, via le calcul par type de produit, par rapport aux seuils de nuisibilité défini, le cas échéant, pour chaque usage concerné, et l'analyse des pratiques de traitements en regard des données d'observation parcellaire enregistrées,
- Formulation de préconisations, en terme de stratégies de protection des cultures à l'échelle de la campagne et de la succession culturale, pour, selon les cas, limiter le recours aux produits phytosanitaires pour ces usages, ou optimiser l'efficacité de la solution agronomique mise en œuvre.

volet « substances à risque » :

- Identification des principaux produits utilisés contenant des substances à risque à l'aide du calcul du nombre de doses homologuées appliquées et de la liste des substances dont l'utilisation doit faire l'objet de préconisations de réduction fournie par le SRAL ;
- Formulation de préconisations, en termes de substitution de produits, pour limiter le recours à des produits contenant des substances actives à risque ainsi que le risque d'apparition de résistance.

Type	Substance active	Famille
H	chlortoluron	Urée
H	isoproturon	Urée
H	2,4-d	Aryloxyacide
H	2,4-mcpa	Aryloxyacide
H	bromoxynil	Benzonitrile
H	diflufenicanil	Amide
H	ethofumesate	Benzofurane
H	glyphosate	Acideaminé
H	Mecoprop (mcpp)	Aryloxyacide
H	metazachlore	Chloroacetamide
H	pendimethaline	Amine
H	aminotriazole	Triazole
F	cyprodinyl	Pyrimidine
I	imidaclopride	Néonicotinoïde
H	lenacile	Uracile

⁴ un usage est ici défini par le couple culture * type de bio agresseurs visés lors des traitements pour cet usage.

Type	Substance active	Famille
F	azoxystrobine	Strobilurine
H	bentazone	Thiadiazinone
H	chloridazone	Pyridazinone
H	dimethachlore	Chloroacetamide
F	epoxiconazole	Triazole
H	fluroxypyr	Acide picolinique
H	metamitrone	Triazinone
H	oxadiazon	Oxadiazole
F	prochloraze	Imidazole
H	quinmerac	Quinoléine
F	tebuconazole	Triazole
F	chlorothalonil	Organochloré
I	cypermethrine	
I	deltamethrine	
H	dichlorprop-p	Aryloxyacide
F	fenpropidine	Pipéridine
I	lambda-cyhalothrine	Pyréthriñoïde
F	mancozebe	
H	propyzamide	Amide
I	pyrimicarbe	
H	triclopyr	Acide carboxylique
H	aclonifen	Diphényl-éther
R	Chlormequat chlorure	
H	clomazone	Isoxazolidinone
MI	metaldehyde	

Le bilan annuel sur la stratégie de protection des cultures doit être réalisé en fin de campagne culturale et **dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année.**

Pour chaque campagne culturale, l'indicateur de fréquence de traitement (IFT) réalisé devra être calculé dans le cadre de ce bilan annuel de la stratégie de protection des cultures, en fin de campagne culturale et au plus tard le 30 septembre (de l'année n pour la campagne culturale n), à partir du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires.

6.4 DEFINITION DE LA FORMATION A SUIVRE DANS LE CADRE DE LA MESURE

Le contenu de formation doit porter sur une filière particulière, en fonction du type de couvert sur lequel porte l'engagement et aborder obligatoirement les thèmes suivants :

- ✓ Identification des enjeux sanitaires, agronomiques, économiques et environnementaux liés à l'utilisation des produits phytosanitaires ;
- ✓ Reconnaissance des principaux ravageurs, adventices et maladies de la filière considérée au niveau régional ;
- ✓ Seuils de nuisibilité économiquement acceptables et décision de traitement ;
- ✓ Choix du produit, en tenant compte de la dangerosité et des risques qu'il présente, intégrant la prévention de l'apparition de résistances et le respect de la faune auxiliaire ; optimisation de la dose d'application ;
- ✓ Optimisation des conditions d'application (périodes, respect de la zone non traitée, limitation de la dérive, réglage du pulvérisateur) ;
- ✓ Enregistrement des pratiques culturales, calcul du nombre de doses homologuées à partir de cet enregistrement et analyse des résultats par usage prépondérant.

Par ailleurs, il est recommandé que la formation soit d'une durée minimale de 3 jours, qu'elle soit fractionnée en différentes séquences réparties dans l'année (ex : automne, sortie d'hiver, printemps) afin de pouvoir effectuer la reconnaissance d'une diversité satisfaisante de bio-agresseurs et consacrer une journée à cette reconnaissance sur le terrain et qu'elle soit ouverte à un maximum de 15 personnes.

Contactez l'opérateur ou la DDT 77 pour connaître la liste des formations agréées pour l'engagement dans la mesure « IF_ANCO_GC07 ».

Attention : un justificatif de votre participation à cette formation vous sera demandé en cas de contrôle sur place. Vous devez le conserver sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURALDirection départementale des
territoires de Seine-et-Marne

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)
Annexe Indice de Fréquence de Traitement (IFT)
du territoire Ancoeur et AAC grenelle de Nangis

Campagne 2022

1 : Calcul de l'IFT à l'échelle de l'exploitation :

Pour chaque traitement réalisé sur la parcelle, l'IFT est obtenu en divisant la dose appliquée par la dose de référence du produit pour la culture et la cible (ravageur, maladie) considérées. L'ensemble est multiplié par la proportion de la parcelle traitée.

L'IFT de la parcelle est obtenu en faisant la somme des IFT traitements sur la période courant du **15 mai 2022 au 14 mai 2023**.

$$IFT_{\text{traitement}} = \frac{\text{Dose appliquée}}{\text{Dose de référence}} \times \frac{\text{Surface traitée}}{\text{Surface totale de la parcelle}}$$

Le cas échéant pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, préciser la période considérée pour le calcul de l'IFT sur la base de la note REF MAEC/2016/03 relative aux modalités de mise en œuvre de l'IFT et qui sera intégrée à l'instruction technique MAEC/aides bio pour la campagne 2016).

L'ensemble des traitements réalisés au champ sont pris en compte. Par ailleurs, si les semences utilisées ont été traitées, alors on ajoute 1 à l'IFT parcelle.

En cultures légumières, si la production se fait à partir de plants qui ont été traités avant d'être implantés, alors on ajoute également 1 à l'IFT parcelle.

Sélection de la dose de référence

La dose de référence peut être définie :

- « à la cible », c'est-à-dire pour chaque produit, culture et cible (ravageur, maladie) visée par le traitement, sur la base des doses homologuées ;
- « à la culture », c'est-à-dire pour chaque produit et culture traitée.

Si la cible du traitement est renseignée dans le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires, alors on retient la dose définie « à la cible » correspondante. Si plusieurs cibles sont simultanément visées par un même traitement, alors on retient la dose de référence correspondant à la cible qui a été déterminante dans le choix de la dose appliquée. Si la cible n'est pas renseignée dans le cahier d'enregistrement, alors on retient par défaut la dose homologuée sur la culture **la plus faible**.

Pour les produits sans dose, l'IFT du traitement compte par défaut pour 1.

Pour plus de précisions sur les modalités de détermination de la dose de référence, se reporter au guide méthodologique sur l'IFT élaboré par le Ministère de l'Agriculture

(<http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift>).

La liste des doses de référence est fournie dans la boîte à outils IFT en ligne sur le site internet du ministère de l'Agriculture. Pour une campagne culturale allant de la récolte du précédent cultural en année n-1, à la récolte de la culture implantée pour la campagne de l'année n, il convient d'utiliser la liste de l'année n-1.

L'IFT est calculé pour chaque groupe de cultures (grandes cultures, viticulture, arboriculture, cultures légumières), en fonction du type de couvert visé par la MAEC.

Pour les MAEC portant sur un couvert de grandes cultures, l'ensemble des grandes cultures entrant dans l'assolement, y compris les prairies temporaires, sont prises en compte pour le calcul herbicides et de l'IFT hors herbicides de l'exploitation.

Les cultures de betteraves, de pois et de pomme de terre sont comprises parmi les grandes cultures. Les surfaces considérées comme fixes (jachère fixe, prairie permanente, autre utilisation comme les bandes enherbées) n'entrent pas dans le calcul de l'IFT.

Pour les MAEC portant sur un couvert de cultures légumières, seules les parcelles implantées en carotte, chou-fleur et autre choux, fraise, melon, poireau, tomate et salade sont prises en compte dans le calcul de l'IFT herbicides et hors herbicides de l'exploitation. Par ailleurs, pour les engagements localisés (PHYTO_04, 05, 14 et 15) seules les parcelles implantées avec ces cultures peuvent être engagées dans la MAEC.

Produits de biocontrôle : Si vous avez utilisé des produits de biocontrôle, alors deux compartiments sont distingués pour le calcul de l'IFT : d'une part l'IFT moyen des produits de biocontrôle, et d'autre part l'IFT moyen des autres produits. Le respect de vos engagements sera vérifié uniquement sur la base de l'IFT des produits autres que de biocontrôle.

Les produits de biocontrôle sont identifiés en tant que tels dans la liste des doses de référence pour le calcul de l'IFT.

2 : Modalités de contrôle de l'IFT :

Le respect de vos engagements portant sur l'IFT est vérifié sur la base du **cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires**, qui constitue une pièce indispensable du contrôle. L'absence ou la

non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

La tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques ou alternatifs, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'îlot PAC ou l'identification de la parcelle traitée¹ ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;
- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

Par ailleurs, dans le cadre des MAEC, il est important de renseigner la cible (ravageur, maladie) visée par le traitement. Cette information permet en effet de calculer un IFT plus précis, qui reflète au mieux vos pratiques agricoles.

¹Au titre des MAEC, les parcelles doivent être identifiées de manière à pouvoir calculer l'IFT sur les parcelles engagées et sur les parcelles non engagées